

.....

**Dans le Rhône, comme partout : la vague de suppression d'emplois  
IL FAUT BRISER CETTE SPIRALE INFERNALE !**

- **Conforama** : à Saint-Bonnet-de-Mure, les salariés sont en ligne de mire des suppressions de 42 magasins et 1 900 postes, inquiétudes à Caluire.
- **General Electric** : une centaine d'emplois supprimés à Villeurbanne parmi les 1 050 suppressions en France.
- **Famar Lyon** : 322 salariés sont menacés par le placement en redressement judiciaire du site de Saint-Genis-Laval, et le reste du groupe fabricant de médicaments est en cours de vente à la découpe.

- **ACI-Renault** : une dizaine de postes sont menacés à Villeurbanne par la délocalisation à Meyzieu.
- **Boiron** : selon la direction, 1 300 emplois sont menacés (un tiers en région lyonnaise) suite à la décision de la ministre Buzyn de dérembourser l'homéopathie. S'y ajoutent des dizaines de milliers de suppressions de postes de fonctionnaires et les destructions d'emplois par les privatisations de services publics.

**« On ne peut pas crier à la pénurie et laisser fermer les usines ! »**

À Famar Lyon, les salariés de ce groupe sous-traitant de l'industrie pharmaceutique se sont mis en grève à deux reprises et ont manifesté en juillet pour dire : « Pas touche à mon usine, pas touche à mon emploi ! »

Ils s'adressent aussi au gouvernement : « On veut que ça remonte à Macron, à Buzyn. On ne peut pas crier à la pénurie de médicaments et laisser fermer les usines ! » ; « Comme d'habitude, les aides de l'Etat finissent dans les poches des actionnaires et nous on n'aura plus rien dans les poches. Même si on est embauchés ailleurs, on voit bien que les licenciements il y en a partout. Alors on veut garder nos emplois. »

Les salariés de General Electric à Villeurbanne ont eux tenté d'interpeler Macron le 8 juillet. Il était venu à l'usine voisine de Safran à Villeurbanne annoncer une nouvelle implantation à Feyzin pour laquelle le groupe privé recevra... 26 millions d'euros d'aide publique ! De leur côté, les patrons de Conforama qui avaient reçu 36 millions d'euros de l'Etat en CICE... licencient 1 900 salariés.

**Pas un sous pour les spéculateurs ! Interdiction des licenciements !**

Le gouvernement trouve des milliards d'euros pour les spéculateurs, et ce serait aux travailleurs de payer ? Non ! Les grèves à Conforama, General Electric, Famar mettent à l'ordre du jour **l'unité pour se dresser ensemble et dire : « Pas un sous pour les spéculateurs ! Plus un seul emploi, plus une seule entreprise, plus un site industriel ne doivent disparaître ! »**

Au-delà, la multiplication des plans de licenciements dans tout le pays pose une question urgente : **l'interdiction pure et simple des licenciements.**

**Macron, chef de guerre... contre les travailleurs**

Sous l'éternel prétexte que les "chômeurs sont responsables de leur situation" (sic !), Macron a présenté son **décret anti-chômeur** : 1,2 millions de chômeurs verraient leur allocation réduite, voire disparaître.

**C'est de lutte de classe qu'il s'agit.** D'un côté Macron, qui parade en chef de guerre sur les Champs-Élysées, offre les fonds publics aux patrons et les exonère de cotisations sociales. En face, des milliers de salariés de l'industrie se battent pour défendre leurs emplois, leurs usines. **La classe ouvrière est en légitime défense.**

**Le 18 juillet, la "réforme des retraites" sera dévoilée**

Elle sera dévastatrice pour les droits de tous les travailleurs. N'est-ce pas le moment de sceller l'unité des travailleurs, avec leurs organisations, pour bloquer ce gouvernement des patrons et défendre tous nos régimes de retraite ? N'est-ce pas le moment d'y aller tous ensemble, par la grève générale, pour imposer : « **Macron, ça suffit ! Tes réformes, dehors !** », « **Ton gouvernement et tes institutions, dehors !** » ?

Le POID s'engage, sans préalable, pour l'unité dans le combat pour mettre fin aux licenciements et contre le projet de réforme des retraites. Il est engagé dans la construction d'un authentique parti ouvrier qui combat pour une Assemblée constituante souveraine, pour en finir avec les institutions capitalistes de la V<sup>ème</sup> République et l'Union européenne, et pour un gouvernement ouvrier.

**Prenez contact avec le POID. Lisez son journal, La Tribune des travailleurs. Rejoignez le POID**